



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 49 (2024)

Faits saillants

- ❖ Singapour : hausse du Straits Times Index de +18,4 % depuis le début de l'année
- ❖ Indonésie : baisse de l'inflation annuelle à 1,55 % en novembre
- ❖ Thaïlande : le ministère des Transports et la CAAT s'associent à Airbus

LE CHIFFRE À RETENIR

271 %

Nouveaux droits de douane américains sur certains panneaux solaires vietnamiens

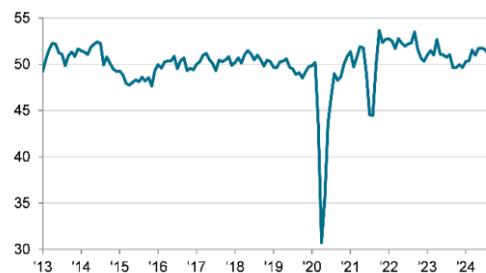
Région

PMI : légère amélioration du secteur manufacturier, entre reprise fragile et pressions inflationnistes

En novembre, le Purchasing Managers' Index (PMI) de S&P Global pour l'ASEAN affiche une première hausse en 6 mois à 50,8 (contre 50,5 en octobre), tout en confirmant une expansion du secteur manufacturier pour un 11ème mois consécutif (indice au-dessus de 50 points). Pour mémoire, un PMI supérieur à

S&P Global ASEAN Manufacturing PMI

sa, >50 = improvement since previous month



Source: S&P Global PMI.

50 indique une expansion du secteur, tandis qu'un indice inférieur à 50 signale une contraction. La production a accéléré pour le deuxième mois consécutif, soutenue par une reprise des achats, mais la demande a ralenti, enregistrant sa plus faible croissance en neuf mois. Cette tendance, exacerbée par une baisse continue des ventes à l'exportation sur deux ans et demi, suscite des inquiétudes quant à la durabilité de la reprise. Par ailleurs, l'inflation s'est intensifiée, avec une hausse des coûts de production et des prix de vente atteignant leurs niveaux les plus élevés depuis août, bien qu'inférieurs aux moyennes historiques. L'emploi, en revanche, a reculé après trois mois de stabilisation. Malgré ces défis, les fabricants restent prudemment optimistes pour l'année à venir, marquant une légère amélioration de la confiance par rapport au mois précédent.

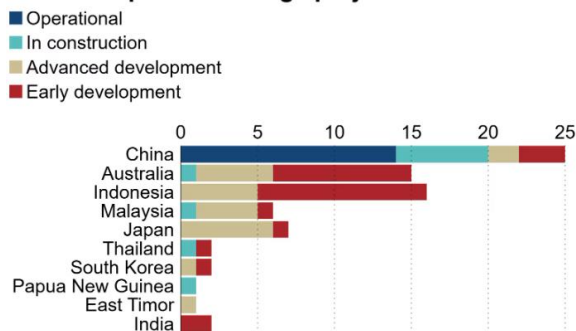
Nouveaux droits de douane américains sur les panneaux solaires importés d'Asie du Sud-Est

Les nouveaux droits de douane américains sur les panneaux solaires importés d'Asie du Sud-Est, introduits en fin de semaine dernière par le département américain du Commerce (DOC), visent à étendre les mesures anti-dumping aux cellules solaires, en plus des modules finis. Ces droits, qui varient de 21,31 % pour la Malaisie à 271,28 % pour le Vietnam, devraient entraîner une hausse des prix pour les consommateurs américains et une pression accrue sur les marges bénéficiaires des producteurs asiatiques. Cependant, les analystes prévoient un impact modéré à court terme, car une partie des coûts pourrait être répercutée sur le marché américain. Pour contourner ces mesures, certains fabricants envisagent de relocaliser leur production en Indonésie et au Laos, où les exportations ne sont pas encore soumises à des droits, ou de rediriger leur production vers des marchés domestiques émergents, comme en Indonésie. En 2023, 80 % des importations américaines de panneaux solaires, d'une valeur record de 15 Md USD, provenaient du Cambodge, de la Malaisie, de la Thaïlande et du Vietnam, soulignant le rôle clé de la région dans la chaîne d'approvisionnement solaire. Ces nouvelles taxes, bien qu'ayant pour objectif de stimuler la production domestique aux États-Unis, pourraient profondément restructurer les flux commerciaux tout en posant des défis significatifs à court terme pour l'industrie solaire mondiale.

Essor des projets de captage et stockage de carbone

En Asie-Pacifique, les projets de captage et de stockage de carbone (CCS) connaissent une croissance rapide, avec plus de 50 initiatives en dehors de la Chine, contre environ 30 l'année précédente, selon le Global CCS Institute. Ces projets visent à répondre à l'objectif de neutralité

Carbon capture & storage projects in Asia-Pacific



Based on report released in October
Source: Global CCS Institute

carbone de la région, mais la majorité reste en phase d'étude ou d'essai. Les pays fortement émetteurs comme le Japon, la Corée du Sud et Singapour cherchent des partenariats pour stocker leur CO₂ dans des réservoirs naturels situés dans des pays tels que l'Indonésie, l'Australie et la Malaisie. Un cadre stratégique récemment publié par l'Asia Natural Gas and Energy Association (ANGEA) pourrait accélérer ces partenariats transfrontaliers. L'Indonésie se distingue par son dynamisme avec 15 projets CCS, contre 7 l'an dernier, soutenus par des investissements majeurs, notamment 7 Md USD par BP et 15 Md USD par ExxonMobil. L'Agence internationale de l'énergie estime que la région doit multiplier par huit sa capacité annuelle de CCS, actuellement de 57 Mt, d'ici 2035 pour atteindre ses objectifs climatiques.

Indonésie

L'inflation atteint son plus bas niveau depuis juillet 2021

En novembre 2024, l'inflation annuelle en Indonésie a ralenti à 1,55 %, son niveau le plus bas depuis juillet 2021, portée par la baisse des prix de certains produits alimentaires et plusieurs types de carburants. Elle se rapproche ainsi de la limite inférieure de l'objectif de Bank Indonesia, fixé dans une fourchette comprise entre 1,5 % et 3,5 %. En revanche, l'inflation sous-jacente a augmenté pour atteindre 2,26 %, son plus haut niveau depuis juillet 2023, sous l'effet de hausses sur des produits tels que l'or et l'huile de cuisson. Cette situation de faible inflation globale pourrait offrir à Bank Indonesia une opportunité d'abaisser ses taux directeurs, alors que la Réserve fédérale américaine prévoirait une réduction de 25 points de base ce mois-ci. Toutefois, le gouverneur de Bank Indonesia a rappelé que la priorité à court terme reste la stabilité de la roupie face aux incertitudes mondiales.

La hausse de 6,5 % du salaire minimum pour 2025 suscite des réactions mitigées

Le gouvernement indonésien a proposé une augmentation de 6,5 % du salaire minimum provincial pour 2025. Annoncée par le président Prabowo Subianto, cette hausse reflète une volonté de concilier les revendications des syndicats, qui demandaient jusqu'à 10 % d'augmentation, et les propositions des employeurs, limitées à 3 %. Si certains syndicats ont salué cette mesure en annulant des grèves prévues, d'autres la jugent insuffisante. Ces derniers pointent les pressions inflationnistes à venir, notamment l'augmentation prévue de la TVA à 12 % et des primes d'assurance santé nationales (JKN), qui pourraient éroder les gains en pouvoir d'achat. Les employeurs, représentés par l'Apindo, redoutent un impact sur les coûts et les emplois dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre. Le gouvernement défend cette décision comme essentielle pour soutenir la consommation intérieure, moteur de l'économie nationale, malgré des débats sur les méthodes de calcul. Cette décision intervient dans un contexte marqué par une hausse des licenciements, avec près de 60 000 suppressions d'emplois signalées en octobre 2024, contre 35 000 trois mois plus tôt.

Malaisie

Baisse de l'indice manufacturier PMI en novembre à 49,2

L'indice manufacturier PMI pour la Malaisie a baissé de 49,5 au mois d'octobre à 49,2 en novembre alors que celui de l'ASEAN est passé de 50,5 à 50,8 sur la même période. Cette dégradation résulte d'une baisse des commandes, de la production et des stocks alors que le niveau d'emploi a stagné. Les commandes émanant des clients situés en zone Asie-Pacifique ont toutefois progressé. L'impact de l'inflation sur les coûts de production a continué à s'estomper pour atteindre son niveau le plus bas depuis 9 mois.

Finalisation de la restructuration du groupe bancaire Affin

Deux mois après avoir trouvé un accord avec le fonds de pension des forces armées malaisien LTAT et sa filiale Boustead Holding, l'Etat de Sarawak a conclu le 26 novembre la transaction lui permettant d'acquérir 26 % du capital du groupe bancaire malaisien Affin et ainsi en devenir l'actionnaire de référence avec une participation de 31,25 %. LTAT reste néanmoins un actionnaire important puisqu'il détient encore 22,01 % du capital. La transaction, dont le montant n'a pas été publié, se serait faite sur la base d'une décote allant jusqu'à 17 % de la valeur des actions en bourse la veille de l'opération.

Lancement de l'appel d'offres du métro de Penang

Après la décision du gouvernement au mois de mars de transférer du conglomérat Gamuda à la société publique Mass Rapid Transit (MRT) la maîtrise d'ouvrage du projet de métro de Penang, cette dernière vient de lancer un appel d'offres de type Ingénierie, Approvisionnement, Construction et Mise en Service. Toutefois, à la différence des projets de transport conduits selon ce format, MRT a souhaité y ajouter les activités de maintenance qui d'habitude font partie du lot Opérations dont l'appel d'offres est lancé dans un second temps. Autre particularité, Gamuda est d'ores et déjà assuré de participer au volet construction via sa filiale SRS Consortium qui sera en charge de la partie génie civil de la section reliant Silicon Island située au sud-ouest de Penang à Komtar en centre-ville. Le projet est estimé au total à 2,1 Md USD et la ligne devrait compter 20 stations sur une longueur de 29 km. L'ajout éventuel d'un tunnel de 7,2 km qui reliera l'île de Penang à la gare de Butterworth est encore en cours d'évaluation.

Singapour

Dépendance continue de Johor à l'eau traitée de Singapour

La Malaisie a choisi de ne pas réviser les tarifs de l'eau brute prévus par l'Accord de 1962 sur l'eau du fleuve Johor avec Singapour, alors que Johor reste fortement dépendant des importations d'eau traitée pour répondre à ses besoins croissants. Actuellement, Johor importe 16 millions de gallons d'eau (mgd) traitée par jour de Singapour, bien au-delà des 5 mgd exigés par l'accord, entraînant un surcoût annuel de 180 000 MYR (54 300 USD). Singapour achète l'eau brute à un tarif de 3 sen pour 1 000 gallons et revend l'eau traitée à 50 sen (0,5 MYR) pour 1 000 gallons, alors que Johor dépenserait 1,80 MYR pour produire la même quantité localement. Malgré les initiatives visant à atteindre l'autosuffisance en eau d'ici 2030, notamment par la construction d'un réservoir fluvial et de nouvelles installations de traitement, ces projets pourraient subir des retards en raison de la croissance accélérée de secteurs à forte intensité hydrique, tels que les centres de données et l'industrie des semi-conducteurs, qui exercent une pression croissante sur les ressources disponibles. L'accord, qui expire en 2061, demeure une solution économiquement avantageuse pour Johor, malgré des interrogations sur la soutenabilité des ressources en eau brute et les implications économiques à long terme.

Le Straits Times Index en route vers un sommet historique grâce au dynamisme des banques

Le Straits Times Index (STI) de Singapour est en passe d'atteindre un niveau record, porté par un regain d'optimisme autour des actions bancaires. Le 5 décembre, l'indice a progressé de 1 %, approchant le précédent sommet de clôture d'octobre 2007. Les banques, notamment DBS Group Holdings (+2,4 % en matinée), profitent de leur capacité à maintenir leur rentabilité malgré des marges d'intérêt nettes en diminution. En 2024, le STI a enregistré une hausse de 18,4 %, se positionnant comme le marché boursier le plus performant en Asie du Sud-Est. Les activités de gestion de patrimoine et les dividendes attractifs soutiennent cette dynamique, tandis que des initiatives gouvernementales visant à accroître la liquidité et la participation du secteur privé renforcent les perspectives de marché, avec des prévisions optimistes pour 2025.

Reprise manufacturière soutenue à Singapour

En novembre, le PMI de la Cité-Etat a atteint 53,9 points, reflétant une expansion du secteur manufacturier pour un 21^{ème} mois consécutif (indice au-dessus de 50 points), en dépit d'une légère baisse (55,5 en octobre). Cette inflexion est attribuable à une baisse des achats des industriels, dont les stocks n'avaient pas encore été pleinement écoulés.

Vietnam

UOB : croissance de 6,4 % du PIB pour 2024

Selon le dernier rapport de l'UOB sur les perspectives de développement mondial au T1-2025, le Vietnam devrait enregistrer une croissance de 6,4 % en 2024, après avoir connu une croissance de 7,4 % au troisième trimestre tirée principalement par le secteur des services (+7,7 % en g.a). L'UOB prévoit que les exportations vietnamiennes en 2024 continueront d'augmenter, avec une hausse de 18 % sur l'année, la plus forte hausse depuis 2021. La croissance économique vietnamienne continue d'être soutenue par les flux solides d'entrées d'IDE, avec 27,3 Md USD enregistrés au cours des 10 premiers mois. La consommation intérieure reste stable, les ventes au détail progressant de 8,5 % en g.a. sur 10 mois grâce en partie à la hausse de 41 % en g.a. du nombre de touristes (14 M touristes). Cependant, des risques, notamment des tensions commerciales avec les États-Unis, pourraient peser. Pour 2025, l'UOB prévoit une croissance de 6,6 %. Le gouvernement vietnamien vise une croissance de 8 % en 2025 pour amorcer une croissance à deux chiffres entre 2026 et 2030. Pour rappel, la Banque mondiale, le FMI et la BAD prévoient une croissance du Vietnam pour 2024 respectivement de 6,1 %, 6,1 % et 6 %.

Le taux de décaissement de l'aide publique au développement (ADP) reste loin de l'objectif fixé

Selon le ministère vietnamien des Finances (MoF), le taux de décaissement ADP n'a atteint que 39,1 % au cours des 11 mois de l'année. Les ministères les plus performants sont les ressources naturelles et de l'environnement (87,8 %) et des Transports (58,4 %) alors que ceux de l'enseignement, de la construction, du travail et de la santé n'ont décaissé aucun investissement. Le MoF a demandé aux ministères d'accélérer le décaissement afin d'atteindre l'objectif de 95 % fixé par le gouvernement. Selon le MoF, le décaissement des investissements publics a atteint 64,4 % de l'objectif défini pour l'année.

Adoption de la politique d'investissement du projet de grande vitesse Hanoï – Ho Chi Minh Ville

Approuvé par l'Assemblée nationale le 30 novembre 2024, le projet de la ligne ferroviaire de grande Nord – Sud reliant la station Ngoc Hoi (Hanoi) et la station Thu Thiem (Ho chi minh Ville) devrait devenir le chantier prioritaire et emblématique de la prochaine décennie. Il prévoit la construction d'une ligne ferroviaire à double voie à écartement standard (1435 cm alors que le réseau existant est en écartement métrique) qui aura une longueur d'environ 1.545 km, traversant 20 villes et provinces. La ligne serait dédiée en majorité au transport de voyageurs et serait conçue pour une vitesse maximale de 350 km/h et une vitesse opérationnelle de 320 km/h. L'investissement est estimé à 67 milliards d'USD, le Vietnam prévoit de recourir à des financements locaux (budgétaires et émissions obligataires) pour le génie civil (70% du projet) et de mobiliser les financements étrangers à hauteur de 30% pour financer la part étrangère du projet (systèmes et matériel roulant). Les autorités vietnamiennes souhaitent privilégier les financements concessionnels déliés. Le calendrier prévoit un commencement des travaux en 2027 et leur achèvement en 2035. Dès 2025, le gouvernement a prévu de lancer deux appels d'offres internationaux sur financement vietnamien : le premier pour la réalisation de l'étude

de faisabilité et des études de détail, le second pour sélectionner un maître d'œuvre. Les mécanismes et politiques spéciaux sont prévus afin d'assurer une bonne mise en place de ce projet prioritaire.

Prolongation de la réduction de la TVA de 10 % à 8 % jusqu'à fin juin 2025

Cette mesure, mise en place depuis janvier 2022 et visant à soutenir la consommation et les entreprises, exclut certains secteurs comme l'immobilier, la banque, les télécommunications et les produits soumis à la taxe de consommation spéciale. Selon le ministère des Finances, la prolongation entraînera une baisse des recettes budgétaires de plus de 1 Md USD au premier semestre 2025, mais anticipe un impact positif sur la production. Depuis 2022, la réduction de la TVA a accéléré la consommation, augmentant les ventes au détail de 19,8% en g.a. en 2022 et de 9,6% en g.a. en 2023. Pour 2024, le coût de cette mesure est estimé à environ 2 Md USD.

Thaïlande

Aéronautique : le ministère des Transports et la CAAT s'associent à Airbus

Le ministère thaïlandais des Transports (MOT) va s'associer avec Airbus pour développer les infrastructures aériennes et améliorer les normes de sécurité afin de permettre au pays d'atteindre ses ambitions régionales. Le MOT a pour objectif de transformer le pays en un hub aéronautique régional, et d'accueillir 250 millions de passagers par an d'ici 2032 dans les aéroports gérés par Airports of Thailand Plc (AOT). Pour cela, un nouvel aéroport, l'Andaman Airport, sera construit pour accueillir 22,5 millions de passagers par an. Les discussions entre Airbus et le MOT ont porté sur l'élargissement des infrastructures aériennes du pays, l'élévation des normes de sécurité aérienne et le renforcement des capacités humaines du secteur. Airbus a également signé un protocole d'accord (MOU) avec l'Autorité de l'aviation civile de Thaïlande (CAAT) pour des projets environnementaux, tels que la réduction des émissions de GES et l'utilisation de carburants durables. Airbus a contribué au développement des systèmes de réglementation aéronautique en Thaïlande grâce à un soutien financier, des experts et des séminaires techniques.

La Thaïlande stimule la production de VE avec de nouvelles taxes

La Thaïlande ajuste sa fiscalité automobile pour soutenir le développement de l'industrie des véhicules électriques (VÉ) dans le pays, dont les ventes ont connu une baisse ces derniers mois. Entre 2026 et 2032, les véhicules hybrides électriques (HEV) émettant moins de 100 grammes de CO₂ par kilomètre bénéficieront d'une taxe réduite à 6 %. Pour ceux émettant entre 101 et 120 g/km, la taxe sera de 9 %. Pour en bénéficier, les fabricants devront investir au moins 88 M USD (3 Md THB) entre 2024 et 2027 et utiliser des composants locaux. Pour les véhicules hybrides électriques légers (MHEV), la taxe sera de 10 % pour les véhicules émettant moins de 100 g de CO₂/km, et de 12 % pour ceux émettant entre 101 et 120 g/km. Pour bénéficier de ces taux, les constructeurs devront investir au moins 29 M USD (1Md THB) en 2026 et au moins 150 M USD (5 Md THB) en 2028, tout en respectant des normes d'émissions et d'approvisionnement local. Parallèlement, la production de véhicules électriques à batterie (BEV) est encouragée par une

prolongation des délais de fabrication dans le cadre de la mesure EV3, qui permet de bénéficier de subventions, d'une réduction des droits d'importation pour les voitures entièrement assemblées et d'une diminution des droits d'accise. En vertu de la mesure actuelle, les importateurs de BEV doivent produire des VE dans une proportion d'un véhicule fabriqué pour un véhicule importé d'ici 2024. La proportion de véhicules importés par rapport à ceux fabriqués localement doit ensuite augmenter progressivement, de 1/1,5 en 2025 à 1/2 en 2026 puis à 1/3 en 2027. Certains fabricants de VE s'inquiètent du fait que les prix des VE produits localement dans le cadre de l'EV3.0 pourraient être plus élevés que ceux des véhicules électriques importés.

Visite du PDG de Nvidia en Thaïlande, signature d'un premier partenariat avec Siam.IA Cloud

Le fondateur de Nvidia, Jensen Huang s'est rendu en Thaïlande pour assister au sommet de l'IA et a rencontré la Première ministre à cette occasion. Selon M. Huang, la Thaïlande est bien positionnée pour attirer des investissements dans les industries liées à l'IA grâce à ses compétences locales et à sa capacité à intégrer ces technologies dans divers secteurs, comme l'énergie, les télécoms et la santé. Il a ajouté : "L'IA sera omniprésente d'ici trois ans, et la Thaïlande peut être à l'avant-garde de cette révolution." La Thaïlande devient le troisième pays d'Asie du Sud-Est à collaborer avec Nvidia grâce à Siam.AI Cloud, premier partenaire thaïlandais de Nvidia. Cette initiative vise à attirer des investissements dans l'IA et à développer des cas d'usage tels que le traitement en temps réel des données bancaires ou de santé. Siam.AI Cloud ambitionne de dynamiser l'écosystème local, en intégrant «une technologie de classe mondiale à une expertise locale», selon son PDG, Ratanaphon Wongnapachant. Le pays se positionne ainsi face à des concurrents comme l'Indonésie et la Malaisie. Cependant, la croissance du secteur dans le pays est encore limitée par un déficit de talents dans les semi-conducteurs et par des coûts élevés d'électricité et de transit internet. Le Board of Investments (BOI) devrait proposer des incitations plus attractives pour tirer parti de ces opportunités. Aujourd'hui, les importations de serveurs informatiques sont soumises à une taxe de 7 %, qui peut être remboursée par la suite, ce qui rend la Thaïlande moins compétitive par rapport à d'autres pays.

Philippines

Les Philippines, 2e pays le plus touché au monde par la tuberculose, perdent 1,7 Md USD chaque année à cause de cette maladie

D'après un rapport récent de l'OMS sur la tuberculose, les Philippines sont le deuxième pays le plus touché au monde (643 cas pour 100 000 habitants) derrière le Lesotho, ce qui représenterait un coût de 100 Md PHP (1,7 Md USD) pour le pays chaque année, soit 0,4% du PIB en 2023, en raison des frais médicaux et des pertes économiques engendrées. Pour contrer les 38 000 décès annuels liés à la tuberculose, le DOH a mis en place des dépistages gratuits, des traitements raccourcis pour les enfants et des suivis renforcés des patients.

Une inflation en hausse au mois de novembre qui demeure toutefois maîtrisée

L'inflation a de nouveau augmenté en novembre (+2,5 % en g.a. contre +2,3 % en octobre et +1,9 % en septembre) mais reste inférieure à tous les résultats enregistrés entre novembre 2020 et août 2024. Cette hausse, principalement tirée par l'inflation des aliments et boissons non alcoolisées (+3,4 % en g.a. en novembre contre +2,9 % en octobre) et une moindre baisse dans le secteur des transports (-1,2 % en g.a. en novembre contre -2,1 % en octobre), porte néanmoins l'inflation annuelle moyenne à 3,2 %, contre 3,3 % en octobre. Cette évolution pourrait appuyer la poursuite du cycle d'assouplissement monétaire de la Banque Centrale des Philippines (BSP), malgré la récente volatilité du peso.

Les Philippines et l'UE lancent un projet d'assistance technique dédié aux travailleurs marins

Le 11 novembre 2024, les Philippines et l'Union européenne (UE) ont lancé un projet d'assistance technique financé par la Commission européenne à hauteur de 4 M EUR. Ce programme, qui s'étendra jusqu'en 2027 dans le cadre de l'initiative EU-ASEAN Sustainable Connectivity Package, vise à améliorer la formation, la certification et les conditions de travail des marins philippins. Fournissant environ 25 % de la main-d'œuvre maritime mondiale (soit 1,1 million de professionnels), les Philippines cherchent à renforcer leur compétitivité internationale et à promouvoir le bien-être de ses marins, un secteur représentant 5,7 % du PIB en 2022, dont 1,7 % issus des transferts financiers des marins.

Cambodge

Le Cambodge, bientôt roi de la noix de cajou

Deuxième producteur mondial de noix de cajou... brutes, après la Côte d'Ivoire, le Cambodge deviendrait le plus grand d'ici 2030 selon le gouvernement et l'association cambodgienne de la noix de cajou. De fait, avec environ 580 000 ha de plantations, la production au cours des dix premiers mois de cette année a atteint 840 000 t (+26 % par rapport à la même période de 2023), dont plus de 790 000 t exportées vers le Vietnam pour une valeur d'un peu plus de 1,1 Md USD (+31 %). C'est effectivement au Vietnam que les noix de cajou cambodgiennes sont transformées. En fait, cette filière agricole aurait besoin d'environ 329 M USD d'investissement pour améliorer des structures de production et de transformation, aujourd'hui largement artisanales. Le premier ministre a d'ailleurs récemment annoncé la création d'une zone industrielle de la noix de cajou, de plus de 500 ha dans la province de Kampong Thom, tournée vers l'exportation. Et, dans le cadre de sa « Politique nationale de la noix de cajou, 2022-27 », le gouvernement souhaite augmenter la valeur ajoutée de la production et de la transformation de 25 % d'ici 2027. Si la qualité de la noix de cajou cambodgienne est reconnue, reste encore à relever le défi de sa transformation.

Angkor ? Peut mieux faire.

Les visiteurs étrangers au parc archéologique d'Angkor ont augmenté de 28,3 % au cours des onze premiers mois de 2024 par rapport à la même période de l'année précédente. Ainsi, près de 900 000 touristes ont visité le parc pour des recettes de 41,9 M USD, en hausse de 28,8 %. La plupart viennent des États-Unis (92 841), du Royaume-Uni (77 446), de France (72 399) et de Chine (71 176). Ces

chiffres renvoient aux efforts du Cambodge pour redynamiser le secteur touristique, avec notamment l'ouverture du nouvel aéroport de Siem Reap Angkor. Ce dernier a accueilli 465 199 voyageurs étrangers sur les dix premiers mois de l'année (+26 % par rapport à 2023, mais -66 % par rapport à 2019). Pour mémoire, le parc d'Angkor avait accueilli 2,2 millions de visiteurs internationaux en 2019 pour des recettes de 99 M USD. Actuellement, les recettes des sites d'Angkor ne représentent que 47 % des chiffres de 2019. Toutefois, le Royaume a accueilli 5 374 738 pour les dix premiers mois de 2024 (contre 5 296 088 pour la même période de 2019).

Laos

4,3 milliards ou 7,3 millions ?

La Société des chemins de fer Laos-Chine a fêté, le 3 décembre, ses trois années d'exploitation. Pour mémoire, elle relie la ville de Boten, à la frontière avec la province chinoise du Yunnan, à Vientiane. Sa poursuite jusqu'à Bangkok est en cours et s'inscrit dans les Nouvelles routes de la soie chinoises. En toute occasion, cette ligne de 422 km à voie unique est mise en avant comme un puissant outil de désenclavement du Laos ; plus encore, comme un symbole du soutien chinois. De fait, elle offre une solution pour le transport de produits agricoles vers la Chine, et de passagers dans un pays montagneux. Et la ligne rapide – ce n'est pas une ligne à grande vitesse – comporte de nombreux tunnels, ce qui explique sans doute son coût de près de 6 Md USD (quand le PIB laotien n'était que de 18 Md USD). Elle a donc précipité la crise de la dette qui frappe aujourd'hui durement le Laos. Alors, cette différence ? La ligne a transporté 7,3 millions de passagers au Laos et 4,3 milliards en incluant les passagers en Chine seule. Tout un symbole.

De meilleurs projets miniers

Les autorités laotiennes travaillent activement à revoir les projets miniers, exploités en concession. L'exploitation du riche sous-sol laotien, au-delà du seul charbon, est une source de richesse et de développement économique. Théoriquement du moins. Par le passé, l'équilibre économique et financier de ces concessions n'étaient pas si favorable au Trésor laotien. Le ministère de l'énergie et des mines, appuyé par le ministère du plan et de l'investissement et celui de l'économie et des finances, travaille à améliorer les recettes de l'Etat et la qualité de l'exploitation minières. Il s'agit de mieux connaître la réalité de la production des mines et des exportations. Les autorités souhaitent également réduire l'impact des activités minières sur l'environnement, en particulier en interdisant l'exploitation de l'or alluvial. Elles promettent des contrôles plus nombreux et plus précis. Elles travaillent également à mettre en place de nouveaux contrats de concession, plus équilibrés ; avec l'appui technique de la France notamment.

35ème anniversaire et après ?

Lao Airlines, compagnie porte-drapeau, fête ses 35 ans. Elle est toutefois plus ancienne puisqu'elle plonge ses racines dans Royal Air Laos (1962) et Lao Air Lines, sociétés fusionnées au sein de la Compagnie de l'aviation civile en 1976. Elle a pris son nom actuel en 1989. La compagnie exploite une flotte de quatre A320 et sept ATR (dont trois 72-600), desservant 10 destinations internationales – dont la moitié en Chine – et 7 aéroports au Laos. N'ayant accès qu'à un marché limité et faisant face à une concurrence rude, l'entreprise d'Etat laotienne a été très fortement affectée par la crise de la

COVID. Son endettement est donc très élevé, on parle de 500 M USD. Tout en continuant de soutenir la compagnie, le gouvernement cherche également à la réformer pour en réduire les coûts d'exploitation. Pour mémoire, il existe une seconde compagnie aérienne laotienne, Lanexang Airways International, qui exploite un vol entre Vientiane et l'aéroport de Bokéo et possède trois ATR 72-500.

Birmanie

PMI : Légère amélioration de l'indice manufacturier en novembre

L'indice PMI de S&P Global atteint 49,8 en novembre 2024 contre 48,4 en octobre. Bien qu'en hausse, l'indice est inférieur à 50 pour le cinquième mois consécutif. Les nouvelles commandes ont augmenté pour la première fois en cinq mois, soutenant ainsi une hausse de la production. Dans le même temps, l'activité d'achat s'est contractée pour le 17e mois, mais la contraction est la plus faible observée depuis six mois. Les suppressions d'emplois se poursuivent pour le 18e mois, avec une accélération depuis le mois d'août. L'accumulation des retards dans les carnets de commandes est restée forte mais s'est ralentie pour atteindre son niveau le plus bas depuis 15 mois. Les performances des fournisseurs ont souffert en raison de pénuries persistantes de matériaux et de difficultés à obtenir des licences d'importation pour les intrants. Sur le front des prix, le retour à un taux de change plus favorable par rapport au dollar américain (environ 4500 MMK/USD) après le pic de dépréciation de l'été (jusqu'à 7500 MMK/USD) a atténué la hausse des coûts des matières premières et du transport. Les coûts des intrants et les prix à la production ont augmenté au rythme le plus lent depuis 23 et 12 mois, respectivement. Pour l'avenir, la confiance est restée neutre, les inquiétudes concernant les tendances futures de la demande et les pénuries de matières premières affectant le sentiment global.

Un niveau record budgétaire de l'exercice 2024-25

Lors de la réunion du budget supplémentaire de l'Union pour l'exercice 2024-25 (avril-mars), les dépenses supplémentaires approuvées ont atteint plus de 2000 Md MMK (environ 1 Md USD au taux officiel de la banque centrale, de 2100 MMK/USD), portant les dépenses totales à plus de 41 000 Md MMK (20 Md USD). Les recettes estimées pour cet exercice s'élèvent à plus de 35 000 Md MMK (17 Md USD), ce qui entraîne un déficit budgétaire de près de 7 000 Md MMK (3 Md USD). Les dépenses pour l'exercice en cours devraient donc atteindre un niveau record, en forte hausse (+37 %) par rapport à l'exercice précédent 2023-24, qui s'élevaient à plus de 30 000 Md MMK (14 Md USD). L'augmentation des dépenses profiterait principalement à la défense et à la sécurité et les dépenses dans les domaines de l'éducation et de la santé seraient réduites. Les dépenses de défense représentent plus de 30% du budget total en raison du recrutement de milliers de conscrits chaque mois en vertu de la loi sur le service militaire populaire (conscription), de l'augmentation de la production d'équipements de défense et de munitions dans les industries de défense et d'importation de l'étranger, de l'achat de pièces détachées pour les avions de chasse et les hélicoptères. européennes et américaines, possède le reste des parts.

Conjoncture décembre 2024

PRÉVISIONS FMI (WEO octobre 2024)

CROISSANCE	2023	2024e	2025e	PIB 2023
ASEAN ▲	4,1%	▲ 4,6%	▲ 4,7%	3798
Indonésie ▲	5,0%	▲ 5,0%	▲ 5,1%	1371
Thaïlande ▬	1,9%	▲ 2,8%	▲ 3,0%	515
Singapour ▬	1,1%	▲ 2,6%	▲ 2,5%	501
Philippines ▲	5,5%	▲ 5,8%	▲ 6,1%	437
Vietnam ▲	5,0%	▲ 6,1%	▲ 6,1%	434
Malaisie ▲	3,6%	▲ 4,8%	▲ 4,4%	400
Birmanie ▲	2,5%	▬ 1,0%	▬ 1,1%	65
Cambodge ▲	5,0%	▲ 5,5%	▲ 5,8%	43
Laos ▲	3,7%	▲ 4,1%	▲ 3,5%	15

PMI MANUFACTURIER	nov-24	oct-24	sept-24	août-24	juil-24	juin-24	mai-24
ASEAN ●	50,8	● 50,5	● 50,5	● 51,1	● 51,6	● 51,7	● 51,7
Birmanie ●	49,8	● 48,4	● 45,5	● 43,4	● 48,4	● 50,7	● 52,1
Indonésie ●	49,6	● 49,2	● 49,2	● 48,9	● 49,3	● 50,7	● 52,1
Malaisie ●	49,2	● 49,5	● 49,5	● 49,7	● 49,7	● 49,9	● 50,2
Philippines ●	53,8	● 52,9	● 53,7	● 51,2	● 51,2	● 51,3	● 51,9
Singapour (Global) ●	53,9	● 55,5	● 56,6	● 57,6	● 57,2	● 55,2	● 54,2
Thaïlande ●	50,2	● 50,0	● 50,4	● 52,0	● 52,8	● 51,7	● 50,3
Vietnam ●	50,8	● 51,2	● 47,3	● 52,4	● 54,7	● 54,7	● 50,3

PIB TRIM. (g.a)	T3-24	T2-24	T1-24	T4-23	T4-23	T3-23	T2-23
Indonésie ▲	4,9%	▲ 5,0%	▲ 5,1%	▲ 5,0%	▲ 4,9%	▲ 5,2%	▲ 5,0%
Malaisie ▲	5,3%	▲ 5,9%	▲ 4,2%	▲ 2,9%	▲ 3,1%	▲ 2,8%	▲ 5,5%
Philippines ▲	5,2%	▲ 6,4%	▲ 5,8%	▲ 5,5%	▲ 6,0%	▲ 4,3%	▲ 6,4%
Singapour ▲	5,4%	▲ 3,0%	▲ 3,0%	▲ 2,2%	▬ 1,0%	▬ 0,5%	▬ 0,5%
Thaïlande ▲	3,0%	▲ 2,2%	▬ 1,6%	▬ 1,7%	▬ 1,4%	▬ 1,8%	▲ 2,6%
Vietnam ▲	7,4%	▲ 6,9%	▲ 5,9%	▲ 6,7%	▲ 5,5%	▲ 4,3%	▲ 3,4%

CONSOMMATION (g.a)	T3-24	T2-24	T1-24	T4-23	T3-23	T2-23	T1-23
Indonésie	5,0%	4,6%	6,6%	4,5%	4,0%	5,9%	4,5%
Malaisie	4,8%	5,6%	5,1%	4,5%	4,3%	4,1%	4,7%
Philippines	5,1%	4,7%	4,6%	5,3%	5,1%	5,5%	6,4%
Singapour	6,9%	6,2%	6,2%	3,0%	2,0%	4,0%	6,3%
Thaïlande	3,4%	4,9%	6,9%	7,4%	7,9%	7,3%	5,9%
Vietnam	6,2%	5,8%	4,9%	3,5%	3,0%	2,7%	3,0%

IPC / INFLATION (g.a)	nov-24	oct-24	sept-24	août-24	juil-24	juin-24	mai-24
Indonésie	1,5%	1,7%	1,8%	2,1%	2,1%	2,5%	2,8%
Laos		20,7%	21,7%	24,3%	26,1%	26,2%	25,8%
Malaisie		1,9%	1,8%	1,9%	2,0%	2,0%	2,0%
Philippines		2,3%	1,9%	3,3%	4,4%	3,7%	3,9%
Singapour		1,4%	2,0%	2,2%	2,4%	2,4%	3,1%
Thaïlande		0,8%	0,6%	0,4%	0,8%	0,6%	1,5%
Vietnam		2,9%	2,6%	3,5%	4,4%	4,3%	4,4%

EXPORTATIONS (g.a, Md USD)	oct-24	sept-24	août-24	juil-24	2023	2022	2021
Indonésie	10,2%	6,3%	6,6%	6,6%	258,8	291,9	231,6
Malaisie	12,1%	9,3%	17,0%	10,1%	313,0	352,1	299,4
Philippines		-7,6%	0,3%	0,1%	73,6	79,6	74,7
Singapour	1,2%	5,3%	7,2%	12,2%	475,5	515,0	457,1
Thaïlande	14,6%	1,1%	7,0%	15,2%	285,1	287,4	272,0
Vietnam	10,2%	10,8%	15,2%	20,2%	354,7	371,7	336,2

CPTÉ COURANT (% du PIB)	T3-24	T2-24	T1-24	T4-23	T3-23	T2-23	T1-23
Cambodge		-5,0%	4,0%	-0,8%	3,3%	3,9%	-1,2%
Indonésie	-0,6%	-0,9%	-0,7%	-0,4%	-0,3%	-0,7%	0,8%
Malaisie	0,4%	0,6%	3,5%	0,2%	1,8%	1,9%	2,4%
Philippines		-4,6%	-1,8%	-0,8%	-2,2%	-3,9%	-4,4%
Singapour	18,7%	19,2%	21,8%	19,5%	20,2%	19,6%	19,8%
Thaïlande	1,5%	0,7%	1,9%	2,8%	2,5%	-2,3%	2,8%

CPTÉ FINANCIER (Md USD)	T3-24	T2-24	T1-24	T4-23	T3-23	T2-23	T1-23
Cambodge		0,1	-1,7	-0,4	-0,2	0,7	0,4
Indonésie	6,6	3,0	-2,1	11,0	-0,6	-5,1	4,2
Laos		-0,1	0,0	-0,2	0,2	0,1	0,2
Malaisie	-1,7	3,6	-4,0	-4,3	3,9	-1,8	-1,2
Philippines		5,3	5,2	5,9	2,0	0,2	6,0
Singapour	11,9	-19,9	-7,1	-14,7	-16,7	-4,3	0,6
Thaïlande	-0,4	-2,7	-5,1	-4,6	-6,2	-0,8	-0,4
Vietnam		-6,3	1,4	-1,6	-2,4	-2,7	3,3

signe + : entrées nettes

TAUX DE CHÔMAGE	T3-24	T2-24	T1-24	T4-23	T3-23	T2-23	T1-23
Malaisie	3,2%	3,3%	3,3%	3,3%	3,4%	3,5%	3,5%
Philippines	4,7%	4,0%	4,5%	4,2%	4,9%	4,5%	4,8%
Singapour	1,8%	2,4%	1,9%	1,8%	1,9%	2,4%	1,6%
Thaïlande	1,0%	1,1%	1,0%	0,8%	1,0%	1,1%	1,1%
Vietnam	2,2%	2,3%	2,2%	2,3%	2,3%	2,3%	2,3%

TAUX DIRECTEURS	Vietnam	Thaïlande	Malaisie	Indonésie	Philippines	Laos	Birmanie
	3,00%	2,25%	3,00%	6,00%	6,00%	10,50%	9,00%
Dernier changement	juin-23	oct-24	mai-23	sept-24	oct-24	août-24	sept-24

TAUX DE CHANGE	29/11/24	1 mois	Ytd	1 an	2023	2022	2021
VND/USD	25160	0,8%	4,6%	4,6%	23794	23271	23160
SGD/USD	1,34	1,1%	1,6%	0,7%	1,34	1,38	1,34
IDR/USD	15864	0,8%	2,9%	2,7%	15237	14850	14310
MYR/USD	4,44	1,0%	-3,8%	-4,9%	4,56	4,40	4,14
THB/USD	34,29	1,6%	0,2%	-1,2%	34,78	35,05	31,98
PHP/USD	58,69	0,8%	5,5%	5,8%	55,63	54,48	49,25

signe + : dépréciation

MARCHÉS FINANCIERS	1 mois	Ytd	1 an	3 ans	2023	2022	2021
MSCI AC ASEAN (Gross)	▼ -0,4%	▲ 8,9%	▲ 14,5%	▼ 0,0%	■ 0,8%	▼ -4,1%	■ 0,2%
S&P 500 (Price)	▲ 5,7%	▲ 26,5%	▲ 32,1%	▲ 9,7%	▲ 24,2%	▼ -19,4%	▲ 26,9%
Brent (USD/baril)	▼ -1,7%	▼ -4,4%	▼ -4,4%	■ 0,2%	\$83,0	\$100,1	\$69,9

Sources : CEIC, WHO, Our World in Data, FMI, IHS Markit, S&P, MSCI

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun.

Rédaction : SER de Singapour (Matthys LAMBERT, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr